



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

sécurité

Question au Gouvernement n° 1380

Texte de la question

ARRESTATION DE L'AUTEUR PRÉSUMÉ DE TIRS AU FUSIL DANS LES LOCAUX D'UNE BANQUE, D'UN JOURNAL ET D'UNE CHAÎNE DE TÉLÉVISION

M. le président. La parole est à M. Jacques Bompard, au titre des députés non inscrits.

M. Jacques Bompard. Monsieur le ministre de l'intérieur, il y a quelques jours, la classe politique et médiatique s'enfiévrerait parce qu'un individu tirait sur un photographe du journal *Libération*. Blesser un boulanger pour 100 euros, tuer une vieille dame pour un bijou, poignarder un adolescent pour un simple regard, cela n'émeut guère le pouvoir. (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC, écologiste, GDR et RRDP.*) Il est vrai qu'à cette aune, vos services devraient se fendre de mille communiqués par jour. Mais qu'un individu s'en prenne à un journal de la gauche radicale, et voilà la liberté en danger (*Vives exclamations sur les bancs des groupes SRC, écologiste, GDR et RRDP*), la République outragée ! On ne parle plus des vrais problèmes du pays ! (*Mêmes mouvements.*)

M. Jean Launay. C'est minable !

M. le président. Allons, allons, mes chers collègues, le Gouvernement va répondre à M. Bompard.

M. Jacques Bompard. Avant son arrestation, le tireur était présenté comme un homme de type européen, de la même manière que Mohamed Merah fut décrit comme un homme blond aux yeux bleus. (*Mêmes mouvements.*) Tous les membres du système médiatico-politique de gauche battaient impatiemment des mains en attendant ce qui aurait été, pour eux, un véritable cadeau de Noël : un tireur d'extrême-droite dont le père serait un élu UMP, la mère une militante du Front national, et dont le frère aurait fait partie du service d'ordre de la Manif pour tous ! (*Exclamations persistantes sur les bancs des groupes SRC, écologiste, GDR et RRDP.*)

M. Henri Emmanuelli. Minable !

Plusieurs députés du groupe SRC . Mais c'est dingue ! C'est du délire !

M. Jacques Bompard. Hélas pour la gauche, le tireur se prénomme Abdelhakim, et ses références idéologiques comme son passé militant le placent à l'extrême-gauche. (*Mêmes mouvements.*) Cette extrême-gauche, dont la violence est passée sous silence en permanence, est d'autant plus diverse dans son expression qu'elle jouit d'une impunité quasi totale : agression de manifestants de la Manif pour tous, fichage de militants de droite, dénonciation auprès de leurs employeurs, appels au meurtre... Il y aurait un véritable livre noir des violences d'extrême-gauche à écrire. Vous y trouveriez votre nom, monsieur le ministre, car pour ces militants d'extrême-gauche, vous êtes un fasciste et un raciste ! (*Mêmes mouvements.*)

M. le président. Veuillez conclure.

M. Jacques Bompard. Ces mouvances anarchistes représentent un danger pour la sécurité publique, et pour la République elle-même. *(Huées sur les bancs du groupe SRC.)* Monsieur le ministre, quelles mesures comptez-vous prendre pour...

M. le président. Merci, monsieur Bompard.

Mme Laurence Dumont. Deux minutes de Bompard, c'est déjà trop !

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Manuel Valls, ministre de l'intérieur. Monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, monsieur le député,...

M. Jean-Jacques Candelier. Sinistre député !

M. Henri Emmanuelli. Il ne mérite pas de l'être !

M. Manuel Valls, ministre. ...il n'y a rien de pire que l'amalgame. Face à une situation difficile pour notre pays, il n'y a rien de pire que ces mélanges qui visent à dresser une nouvelle fois les Français les uns contre les autres, comme vous l'avez fait dans votre question. La République est là pour rassembler et pour apaiser.

M. Jean-Luc Laurent. Voilà ! C'est cela, la République !

M. Manuel Valls, ministre. L'État, et plus particulièrement les forces de police et la justice, s'emploie à poursuivre, interpellier et condamner ceux qui s'en prennent à la République. La semaine dernière, un homme s'en est pris à la presse, en tirant sur un jeune assistant photographe. Il s'en est pris aussi à la Société générale. Quelques jours auparavant, il avait failli commettre l'irréparable dans les locaux de BFM. Peu important ses origines : la République condamne ceux qui s'en prennent, d'une manière ou d'une autre, à nos institutions, aux lieux de culte et aux personnes ! *(Vifs applaudissements sur tous les bancs.)*

La République, monsieur Bompard, doit être forte.

M. Jean-Luc Laurent. Inflexible !

M. Manuel Valls, ministre. Elle doit se mobiliser contre ceux qui, comme vous, tiennent un discours de division et de haine. Il faut lutter contre ceux qui attaquent les institutions de la République. *(Nouveaux applaudissements.)* Vous trouverez toujours face à vous le Gouvernement, le ministre de l'intérieur et, j'en suis convaincu, tous les républicains, quels que soient les bancs sur lesquels ils siègent, pour dire que votre discours, votre attitude, vos amalgames, vos insinuations n'ont pas lieu d'être dans un grand pays, dans une grande démocratie comme la France ! *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste, GDR, RRDP, UDI et sur de nombreux bancs du groupe UMP.)*

J'aurais préféré vous entendre plus tôt condamner l'antisémitisme, les actes anti-musulmans, l'homophobie et les attaques dirigées contre une ministre de la République. Là, vous auriez été crédible ! Malheureusement, vous ne l'êtes pas, et depuis très longtemps. *(Mmes et MM. les députés des groupes SRC, écologiste, GDR et RRDP se lèvent et applaudissent vivement. – Applaudissements prolongés sur les bancs des groupes UDI et UMP.)*

Données clés

Auteur : [M. Jacques Bompard](#)

Circonscription : Vaucluse (4^e circonscription) - Non inscrit

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1380

Rubrique : Sécurité publique

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [27 novembre 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [27 novembre 2013](#)